

POUR SATISFAIRE LEUR PROGÉNITURE
À L'OCCASION DE L'AÏD À TIARET

Les parents entre emprunt,
paiement à terme et friperie

Décidément, l'approche des fêtes de l'Aïd ne s'annonce pas sans gêne pour les pères de famille aux faibles revenus notamment.

C'est une autre saignée après celle du Ramadan et la rentrée scolaire que doivent subir les parents pour satisfaire leur progéniture. En effet, à Tiaret comme cela doit se passer ailleurs, si certaines familles ont commencé à sillonner les boutiques d'habillement et de chaussures depuis le quinzième jour du mois sacré, d'autres, en revanche, — circonstances obligent — ne se sont manifestés que ces derniers jours comme le témoigne l'ambiance que connaissent les artères commerçantes de la ville. Ainsi, dès la rupture du jeûne, des parents déjà essoufflés par les innombrables dépenses du mois, se

débrouillent comme ils peuvent pour répondre aux exigences de leurs enfants, même si cela les pousse à recourir à l'emprunt ou au paiement à terme. Une situation pour le moins inconfortable pour ces pères de famille contraints à une véritable gymnastique pour ne pas priver leurs grosses de vivre pleinement l'évènement. Ces parents même s'ils éprouvent toutes les peines du monde pour paraître crédibles aux yeux de leurs enfants sont qualifiés de plus chanceux par rapport à ceux qui se rabattent imparablement sur les vêtements usés, écoulés sur les marchés de friperie qu'ils considèrent plus au mois à leur

protée. En effet, loin des «made in» laissés pour les autres catégories, les plus aisés, plus précisément, ces derniers à peine s'ils arrivent à arracher un pantalon, un pull et une paire de tennis pour un prix global allant de 500 à 800 DA, ou encore un ensemble ou une robe pour un montant très souvent similaire.

Au marché Volani dans la partie sud de la ville où pullulent ce commerce, l'afflux est remarquable. Des articles d'occasion aussi bien pour les filles que pour les garçons font la convoitise des parents démunis et même celle des petites bourses ayant à leur charge de nombreux enfants. Lors d'une virée effectuée sur les lieux, plusieurs cas ont attiré notre attention, comme celui de N. K., retraité

de son état, ayant à sa charge huit enfants dont trois scolarisés et cinq chômeurs. Un autre employé chez un privé que nous avons trouvé dans tous ses états nous dira avec amertume : «Que voulez-vous que je fasse pour vêtir mes sept enfants alors que je perçois 13 000 DA?» Et d'ajouter : «Je ne vous cache pas, j'étais obligé d'acheter un seul article usé bien sûr, pour chacun d'eux. Cela m'a coûté presque 3200 DA», conclut-il. Ainsi, en optant pour toutes les options entre emprunt, paiement à terme et friperie, cela dénote du sacrifice, voire de l'acharnement des parents à ne pas priver leurs enfants de savourer la joie que procurent les fêtes de l'Aïd...

Mourad Benameur

BOUIRA

On squatte des logements
et on ferme l'APC à Ahnif !

Situation rocambolesque que celle que vit la commune d'Ahnif, située à 40 km à l'est de Bouira, dans la daïra de M'chedallah.

Des citoyens, probablement dans le besoin, ont pris d'assaut les 40 logements sociaux construits et achevés depuis plus de deux ans.

Pourquoi les responsables ont-ils tardé à attribuer ces logements ? Ce que nous savons par contre, c'est que devant cette situation, les citoyens ont pris d'assaut le week-end dernier ces 40 logements.

Immédiatement après, les responsables de la wilaya et ceux de la daïra ce sont déplacés sur les lieux pour essayer de com-

prendre ce qui s'est passé réellement et de raisonner les indus occupants de quitter les lieux. Ayant essuyé un nict catégorique, les responsables ont néanmoins réussi à les convaincre à libérer 22 logements qui reviennent de droit aux habitants situés sur le tracé de la voie ferrée et qui devront être incessamment relogés. Les citoyens, qui étaient nombreux à soutenir les squatteurs, ont réussi d'un commun accord, lors d'une réunion publique, à libérer 22 logements.

Restaient alors 18 logements toujours occupés. Pour les citoyens qui nous ont contacté, il s'agit de cas sociaux et les pouvoirs publics sont invités à enquêter sur place pour connaître leur situation. Mais les autorités ne l'entendent pas de cette oreille.

Après plus de 5 jours de pourparlers, les squatteurs risquent d'être délogés par la force publique. Des escadrons de la gendarmerie menaçaient d'intervenir à tout moment. Ayant reçu comme seule réponse l'envoi des escadrons de la gendarmerie, des citoyens encadreurs de cette action ont procédé à la fermeture du siège de l'APC pour protester contre le langage de la force que veulent utiliser les autorités contre les indus occupants.

Les citoyens, qui soutiennent les indus occupants, menacent de démolir les bâtiments abritant ces logements si les autorités pensent faire intervenir des escadrons de la gendarmerie.

Y. Y

TIZI-OUZOU

Le trésorier intercommunal relevé
de ses fonctions à Béni Yenni

Le trésorier intercommunal de la daïra de Béni Yenni vient d'être officiellement suspendu de ses fonctions.

Cette décision est intervenue au début de cette semaine, suite à une enquête menée par les vérificateurs de la direction régionale du Trésor public de Boudjerdès.

Selon des informations recueillies auprès d'une source bien informée, il est reproché au fonctionnaire du Trésor la découverte par les contrôleurs en mission à Béni Yenni d'un trou financier de 20 000 DA qu'il n'a pu justifiés depuis le mois de juillet dernier. Le mis en cause a tenté de le «coller» à l'APC d'Iboudrarène en voulant le faire passer pour «une avance à la régie communale». Fort heureusement, cette implication qui aurait éclaboussé l'exécutif de l'APC d'Iboudrarène a été déjouée grâce à la vigilance et la loyauté d'un fonctionnaire de la mairie, nous a-t-on précisé.

Cependant, à en croire les informations qui filtrent au compte-gouttes de la recette intercommunale de Béni Yenni, cette affaire n'est que la goutte qui a fait déborder le vase. Ce responsable est depuis longtemps dans le collimateur à cause de sa mauvaise gestion et beaucoup d'autres griefs qui lui sont reprochés.

Par ailleurs, les APC de Béni Yenni, Yattafen et Iboudrarène qui dépendent «financièrement» de ce trésorier se plaignent à chaque fois de la lenteur des traitements des salaires des travailleurs et autres mandats pour le fonctionnement et les équipements de ces communes. Pour l'heure, le désormais ex-trésorier intercommunal

est suspendu de ses fonctions par mesure conservatoire après sa traduction devant la commission de discipline, mais cela ne le met pas à l'abri de poursuites judiciaires si jamais son cas «nécessitait la diligence d'une enquête par la brigade économique», nous signale-t-on du côté de Béni Yenni.

Sadek Aït-Salem

MASCARA

9 chefs de daïra concernés
par le mouvement

Ce sont neuf chefs de daïra sur les seize que compte la wilaya de Mascara qui ont été touchés par le mouvement.

En effet, ceux de Zahana, Bouhanifia, Sig, Aïn Farès, Ghriiss, Tighennif, Oued El-Abtal et Tizi devront rejoindre et ce, avant le 15 octobre, les wilayas respectives de Tlemcen, Tébessa, Naâma, Sétif, Bouira, Relizane et Tiaret.

D'autre part, il a été mis fin aux fonctions du chef de daïra de Tizi alors que celui de Mohammadia a été promu secrétaire général de la wilaya de M'sila.

Distribution

de logements
sociaux-participatifs

Ce samedi, il a été procédé à la distribution de logements sociaux-participatifs dont 90 sont situés au niveau de la route de l'Université. Pour rappel, les bénéficiaires avaient fait état du retard enregistré dans leur livraison. 108 autres sont situés sur la route d'Alger. D'autres postulants au LSP ont pris langue avec le wali de Mascara pour exposer les problèmes qui ralentissent l'exécution de cette opération. Le wali a tenu à les rassurer en les informant que des contacts seront entrepris avec la CNEP pour lever ces contraintes.

ALGER, UN LIEU,
UNE HISTOIRE
Bouzaréah



Photo : DR

La route de la Bouzaréah qui prolongeait l'avenue du même nom remontait par la rive gauche l'oued Mikacel en passant au moulin Saint-Louis. Elle traversait ensuite le quartier de villas Beau-Fraisier, longeait l'hospice des vieillards des Petites-Sœurs des pauvres, avant de continuer la montée vers Bouzaréah.

Perchée à 400 m d'altitude

La petite ville de la Bouzaréah, située à 400 m d'altitude, était considérée comme le véritable belvédère des environs d'Alger. Malheureusement, le point culminant du massif était occupé par un fort dont on ne pouvait approcher. Pour profiter de la vue, il fallait se rendre à un kilomètre de là, près du cimetière européen.

Vue dominante

De Bouzaréah, on apercevait : au nord les ravins abrupts descendant vers la Pointe Pescade et la mer ; à l'ouest, la pointe de Sidi Ferruch, les hauteurs du Sahel, le Tombeau de la Chrétienne, le Chenoua ; au Sud et à l'Est, les pentes de Mustapha, le Cap Matifou, l'Atlas blidéen, avec la coupure de la Chiffa, et les cimes des Djurdjura.

Le massif

Le massif de la Bouzaréah, qui dominait Alger dans le Nord-Ouest et se prolongeait en pente douce vers le plateau d'El-Biar et les côtes du Sahel, constituait un important château d'eau naturel, alimenté par les pluies abondantes de l'hiver et, parfois, par la neige. Ce massif, vu de la mer, prenait des allures de petite montagne. Il était boisé, couvert d'une riche végétation méditerranéenne à base de pins et de lentisques, formant la forêt de Baïnem s'étendant sur son versant Est vers la mer, de Guyotville (Ain Bénian) à Saint-Eugène (Bologhine). Au printemps, les fleurs de bruyères se mélangeaient aux genêts. En automne, les sous-bois cachaient des champignons. Nombreux étaient les Algérois qui, le dimanche soir, revenaient d'une journée au grand air avec des paniers pleins de cèpes, de sanguins ou d'escargots.

Etymologie

Bouzaréah : mot formé de «Bou» : celui qui possède, et de «zaréah» (grain) : celui qui possède et sème les grains.

Institutions

Considérée comme le véritable belvédère d'Alger à cause de son altitude, Bouzaréah abrite plusieurs grandes institutions : le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG), un observatoire astronomique connu autrefois comme l'Observatoire d'Alger, l'Ecole nationale supérieure de Bouzaréah (ex-Ecole normale d'instituteurs créée en 1865), la Télé-diffusion algérienne (TDA), l'Agence spatiale algérienne (ASAL), l'université de Bouzaréah à Air-de-France.

Sabrinat

sabrinat_lesoir@yahoo.fr

MARCHÉ D'EL-KATBA

On ne vendra
que des fruits
et légumes

L'APC de Mascara, dans un souci de réorganiser le marché d'El-Rehaba, a adressé une mise en demeure à des commerçants qui pratiquaient à l'intérieur de ce marché une autre activité que la vente des fruits et légumes.

Ils sont environ une dizaine dans ce cas et un délai de huit jours leur a été accordé. Il faut dire que dans ce marché, on vend n'importe quoi depuis quelques années.

M. Meddeber